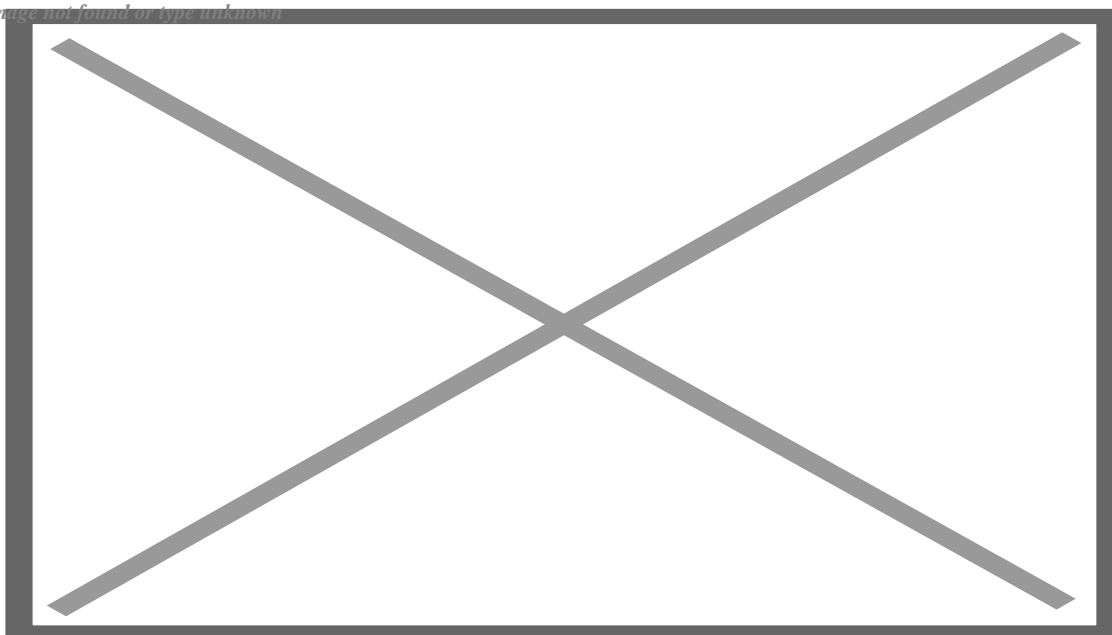


Deuxième déclaration de La Havane : le jour où le monde entier a tourné les yeux vers Cuba

Image not found or type unknown



Deuxième Déclaration de La Havane. Photo Archives

Deuxième déclaration de La Havane : le jour où le monde entier a tourné les yeux vers Cuba

Auteur : Andy Jorge Blanco

Deuxième déclaration de La Havane. Photo : Archive.

La Havane, Cuba, Territoire libre d'Amérique. 4 février 1962. La place est bondée. C'est le plus grand rassemblement populaire depuis le triomphe de la révolution il y a trois ans. Un garçon, sur les épaules de son père, regarde la tribune à travers des jumelles.

"Parce que cette grande humanité a dit que cela suffisait et a commencé à marcher", déclare le Premier ministre Fidel Castro à la fin de la déclaration. Peu de temps auparavant, il avait déclaré devant près d'un million et demi de Cubains : "Les yeux du monde entier sont braqués sur notre peuple aujourd'hui ; les peuples de tous les continents attendent cette réponse de notre patrie".

Le jeune gouvernement révolutionnaire avait convoqué la deuxième assemblée générale nationale du peuple pour le 4 février, après l'expulsion de Cuba de l'Organisation des États américains (OEA), lors de la VIIIe réunion de consultation des ministres des affaires étrangères de cette organisation, qui s'est tenue à Punta del Este, en Uruguay, du 23 au 31 janvier 1962.

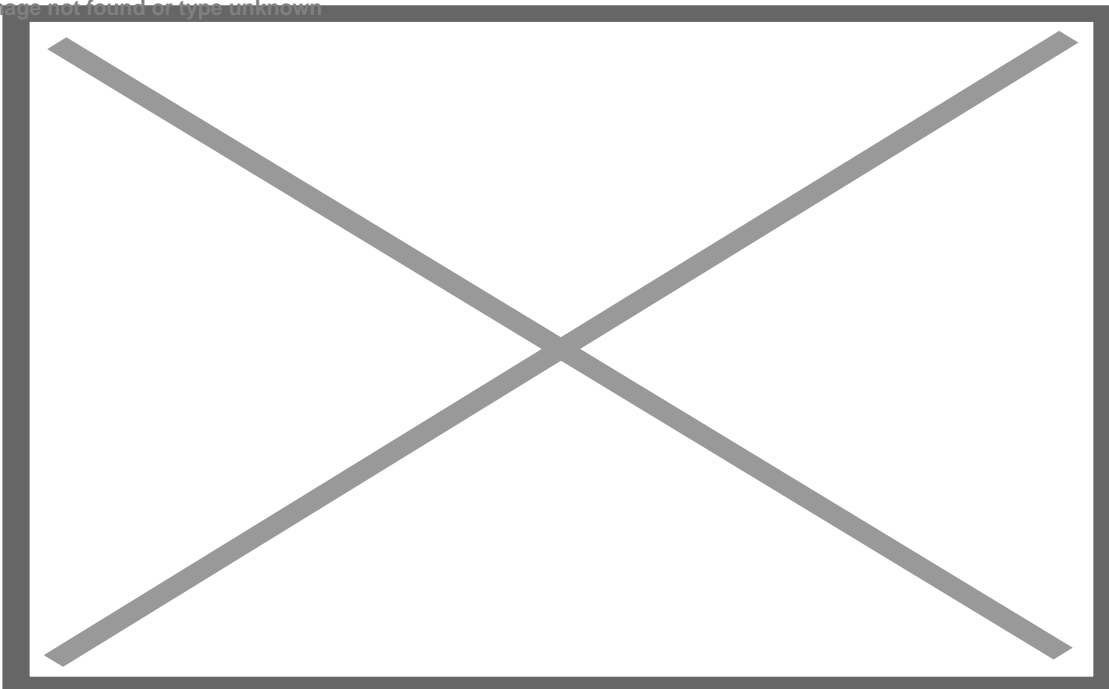
Lors de la réunion des ministres des affaires étrangères, le gouvernement américain a utilisé les liens de l'île avec des nations extra-continentales et l'incompatibilité du marxisme-léninisme avec les principes du système inter-américain comme prétexte pour promouvoir de nouvelles sanctions économiques à l'encontre de l'île et arrêter les échanges commerciaux. Ils ont accusé Cuba de vouloir exporter sa révolution, comme s'il s'agissait d'une marchandise, mais "les révolutions ne s'exportent pas, elles sont faites par les peuples".

Pendant que cela se passait en Uruguay, à La Havane, l'ancien président mexicain Lázaro Cárdenas, ainsi que le sénateur chilien de l'époque Salvador Allende et d'autres personnalités telles que Roque Dalton, Fabricio Ojeda, Pedro Mir et Jacobo Arbenz, ont inauguré une conférence des peuples en même temps que la réunion des ministres des affaires étrangères de l'OEA, dans le but d'appuyer la révolution cubaine.

Avec la majorité minimale de quatorze voix (dont deux achetées par les États-Unis), Cuba est expulsée de l'organisation à Punta del Este. Le gouvernement révolutionnaire, représenté par le ministre des Affaires étrangères de la Dignité, Raúl Roa, et le président de la République, Osvaldo Dorticós, a voté contre la résolution. Le Brésil, l'Argentine, le Chili, la Bolivie, l'Équateur et le Mexique se sont abstenus. À l'exception du Mexique, tous les gouvernements d'Amérique latine ont rompu leurs relations diplomatiques avec La Havane.

Quelle a été la réponse de Cuba ?

Image not found or type unknown



Lors de la deuxième déclaration de La Havane, sur la Place de la Révolution José Martí, le 4 février 1962. Photo : Archives.

Dans un contexte de transformations du pays, suite à l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement révolutionnaire à peine trois ans plus tôt, et au milieu de l'ingérence constante des États-Unis pour renverser la révolution, les Cubains ont été appelés sur la place.

Le premier ministre de l'époque, Fidel Castro, a présenté la deuxième déclaration de La Havane, approuvée par près d'un million et demi de Cubains présents. Ce document historique ratifiait ce qui avait été énoncé dans la première déclaration - également approuvée par consultation populaire le 2 septembre 1960 - concernant la position de Cuba à l'égard de l'ingérence de Washington.

Il y a soixante ans, lors de ce rassemblement populaire sur la Place de la Révolution, la rupture des relations diplomatiques entre les pays membres de l'OEA - à l'exception du Mexique - et les Grandes Antilles a été condamnée.

La veille de la deuxième déclaration de La Havane, comme si cela ne suffisait pas, le président Kennedy de l'époque a signé l'ordre exécutif présidentiel numéro 3447, qui a établi un blocus total du commerce entre Cuba et les États-Unis.

Tant la deuxième que la première déclaration de La Havane, et plus tard la déclaration de Santiago de Cuba, reflètent la solidarité et l'internationalisme en tant que piliers fondamentaux de la politique étrangère de la révolution cubaine, ainsi que le droit des peuples à l'autodétermination et la vocation latino-américaine de la nation. Ils indiquaient clairement qu'il existait une île rebelle dans les Caraïbes.

Les historiens et les chercheurs affirment que le document est également une expression de l'idéologie de Martí en vigueur dans le processus révolutionnaire, car il s'agit d'un texte anti-impérialiste et d'une expression de la lutte pour la liberté des peuples. Si bien que six décennies se sont écoulées et que beaucoup de choses ont changé, mais s'il est une chose qui reste inchangée et inébranlable, c'est la souveraineté et l'indépendance du pays. C'est peut-être la raison pour laquelle les yeux du monde continuent de se tourner vers l'île chaque fois que la réponse de Cuba est nécessaire.

Image not found or type unknown

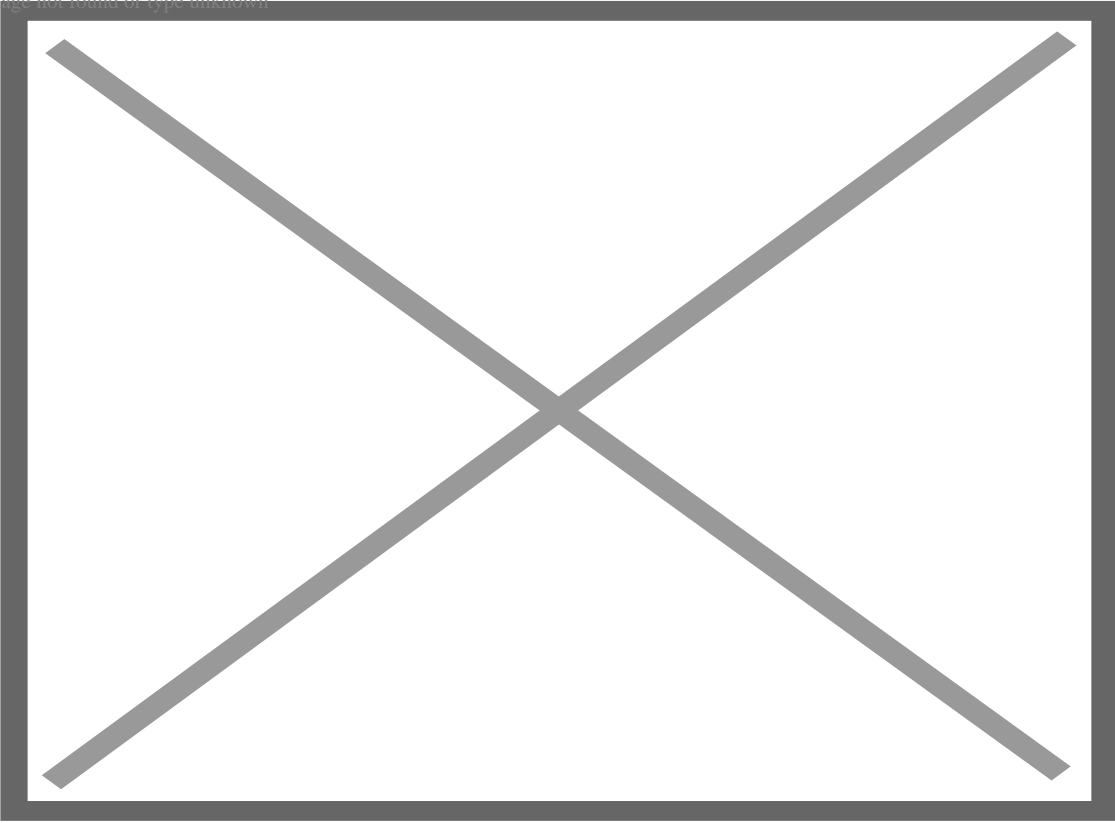
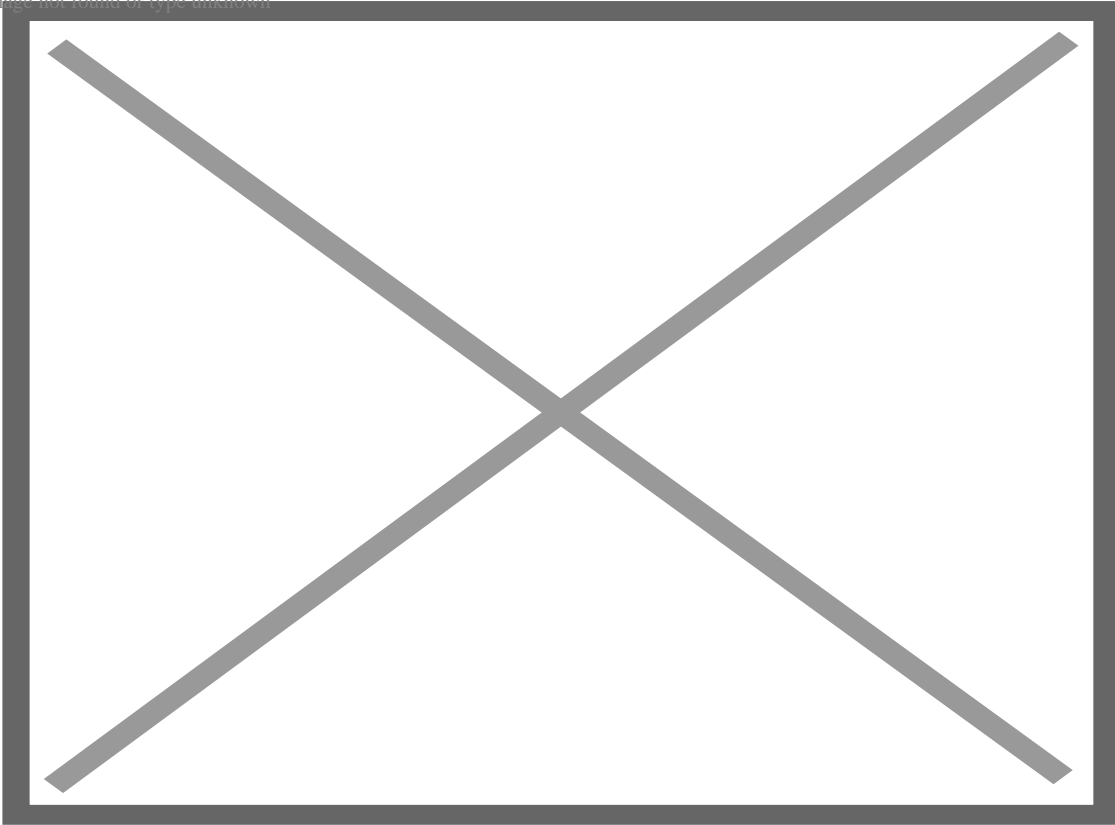


Image not found or type unknown



Fidel lors de la Deuxième Déclaration de La Havane. Photo Archives

(Source Cubadebate)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/exclusivas/346325-deuxieme-declaration-de-la-havane-le-jour-ou-le-monde-entier-a-tourne-les-yeux-vers-cuba>



Radio Habana Cuba